

Communiqué de presse

mardi 24 juin 2025

Dire NON à la loi Duplomb !

Une loi dangereuse, antidémocratique et rétrograde.

La proposition de loi Duplomb, imposée par un passage en force à l'Assemblée nationale, empêchant tout débat parlementaire, est maintenant discutée en commission mixte paritaire, à huis clos, par seulement 14 parlementaires. C'est un détournement du processus démocratique sur un sujet qui engage notre santé, notre environnement et l'avenir de l'agriculture. C'est un coup de force inacceptable : les alertes de scientifiques, de médecins, d'agriculteurs et de plus de 170 000 citoyen·nes ont été ignorées.

Une loi qui trahit les agriculteurs

Sous couvert de « simplification », la loi ne résout aucune des causes structurelles de la crise agricole : revenus instables, inégalités dans la chaîne de valeur, exposition accrue aux aléas climatiques. En réalité, elle renforce un modèle industriel destructeur, au détriment des agriculteurs eux-mêmes : fermes-usines, dépendance aux intrants, accaparement de l'eau, met en péril les paysans, en particulier les plus fragiles, et sape les bases d'une agriculture résiliente et de proximité.

Une loi contre la santé et l'environnement

Le texte réautorise des pesticides interdits, comme l'acétamipride (un néonicotinoïde), malgré les preuves accablantes de leurs effets sur la santé humaine et les pollinisateurs. La loi affaiblit l'expertise de l'ANSES, remettant en cause l'indépendance scientifique dans l'évaluation des produits phytosanitaires, facilite l'agrandissement des élevages industriels, sans procédures d'autorisation environnementale. Elle ouvre la voie aux méga-bassines, en contournant les protections environnementales, notamment celles des zones humides et des espèces protégées.

Une loi pour l'agro-industrie, pas pour l'intérêt général

Cette loi porte la marque de la FNSEA et sert les intérêts des géants de l'agroalimentaire, non ceux des agriculteurs ou des citoyen·nes. Elle consolide un modèle productiviste à bout de souffle, incompatible avec la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité ou la sécurité alimentaire. Elle tourne le dos à la transition agroécologique, pourtant soutenue par 85 % des agriculteurs.

Une mobilisation citoyenne indispensable

Dans le cadre d'une mobilisation nationale, des rendez-vous sont donnés les 28, 29 et 30 juin.

**Colinéo, Terre de liens PACA,
FNE PACA et LPO PACA
appellent à un rassemblement**

samedi 28 juin à 10H00 sur le Vieux-Port à Marseille

Dire NON à la loi Duplomb, c'est dire NON à une agriculture de destruction.

Contacts presse

- ➡ Danielle Castagnoni • LPO PACA • 06 63 24 31 63
- ➡ Gilles Marcel • FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur • 06 08 89 75 54

Pour aller plus loin

- ➡ www.fne.asso.fr/actualites/proposition-de-loi-duplomb-toxique-pour-l-agriculture-l-environnement-et-la-sante

France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur, la fédération régionale de France Nature Environnement, regroupe avec ses fédérations départementales 250 associations, soit plus de 27 000 bénévoles. Soucieuse de préserver la nature et l'environnement, le réseau FNE en Provence-Alpes-Côte d'Azur défend aussi l'humain en agissant pour l'intérêt général. Intervenant sur l'ensemble des domaines du champ du développement durable en s'impliquant dans les grands débats locaux et régionaux, et en portant des projets à chaque échelle de territoire. Retrouvez-nous <http://www.fnepaca.fr/>, [Facebook](#), [Instagram](#), [Bluesky](#) et [LinkedIn](#).